



RAPPORT DE RÉSULTATS 2021

INTERVENTION : RDC1216911 –
Projet d'appui à l'Enseignement
Technique et la Formation
Professionnelle au Katanga

Pays : République Démocratique
Congo

Table des matières

1	ACRONYMES	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	5
2.1	FICHE D'INTERVENTION	5
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	6
1.1.1	<i>Pertinence</i>	6
1.1.2	<i>Efficacité</i>	6
1.1.3	<i>Efficiéce</i>	7
1.1.4	<i>Durabilité potentielle</i>	8
1.1.5	<i>Conclusions</i>	8
3	SUIVI DES RESULTATS	10
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE.....	10
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	10
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	10
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	11
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	11
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	13
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	14
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	14
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	15
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	15
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	15
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	17
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	17
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	17
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
4	SUIVI BUDGETAIRE	18
5	RISQUES ET PROBLEMES	19

6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES.....	27
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	27
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	27
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	27
7	THEMES TRANSVERSAUX	27
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	27
7.2	GENRE.....	28
7.3	DIGITALISATION.....	28
7.4	EMPLOIS DECENTS	28
8	LEÇONS APPRISSES.....	28
8.1	LES SUCCES.....	29
8.2	LES DEFIS	29
8.3	QUESTIONS D’APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	29
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	29
9	PILOTAGE	30
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L’INTERVENTION	30
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	31
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	34
9.4	RECOMMANDATIONS	34
10	ANNEXES	35
10.1	CRITERES DE QUALITE	35
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	40
10.3	APERÇU DES MORE RESULTS	44
10.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	44
10.5	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	46

1 Acronymes

ANEP	Association nationale des Entreprises du Portefeuille (public)
APD	Avant-Projet Détaillé
APS	Avant-Projet Sommaire
AT (I) AT (N)	Assistant Technique (International), (national)
BIT	Bureau International du Travail
CdS	Convention de subsides
CA	Centre Affilié
CdA	Centre d'Application
CdR HK	Centre de Ressources Haut Katanga
CdR L	Centre de Ressources Lualaba
CFP	Centre de Formation Professionnelle
COPEMECO	Coopérative des petites et moyennes entreprises congolaises
COMPAR	Comité des Partenaires
CPS	Centre de Promotion Sociale
DTF	Dossier technique et financier
EDUKAT	Appui à l'Enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
ETP	Enseignement Technique Professionnel
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération Nationale des Petites et Moyennes Entreprises du Congo
IM	Intervention Manager
INPP	Institut National de Préparation Professionnelle
ISP	Insertion Socio Professionnelle
ISPT	Institut Supérieur pédagogique et Technique
ISTA	Institut Supérieur des Technologies Appliquées
MAS	Ministère des affaires sociales
M&E	Monitoring et évaluation
METPS	Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MTR	Mi-terme-revue
PAPE	Plan d'Action Provincial de l'Education
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIE	Plan Intérimaire de l'Education
PPP	Partenariat Public Privé
PRECOB	Programme de Renforcement des Capacités Organisationnelles par l'octroi de Bourses en RDC
PROVED	Directeur de la Province Educationnelle
SECOPE (P)	Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (Provincial)
SERNAFOR	Service National de Formation
SMF	Salon Métiers et Formation
SSPEF	Stratégie Sectorielle Provinciale de l'Education et de la Formation 2017-2026
SSEF	Stratégie Sectorielle Provinciale de l'Education et de la Formation 2016-2025
WBI	Wallonie Bruxelles International
WSI	WorldSkills International
WSB	WorldSkills Belgium
TTPME	(Micro) Petites et Moyennes Entreprises

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Appui à l'Enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga.
Code de l'intervention	RDC1216911
Localisation	Haut-KATANGA et Lualaba
Budget total	14.700.000 EUR
Institution partenaire	« Ministère Provincial en charge de l'Enseignement et de la recherche Scientifique du Haut Katanga » et « Ministère de l'Education et de la Santé du Lualaba ».
Date de début de la Convention spécifique	17 mars 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01 janvier 2014
Date prévue de fin d'exécution	31 décembre 2022
Date de fin de la Convention spécifique	16 Juin 2023
Groupes cibles	Les apprenants du Centre de Ressources, les lauréats issus des Centres d'Application, les TTPME. La FEC (Fédération des entreprises du Congo), la COPEMECO et les entreprises partenaires
Impact¹	Un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré et une offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et organisation en charge de l'enseignement technique et la formation professionnelle, tant formelle que non-formelle.

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté
Rapport des résultats 2021 EDUKAT

Outcome	Les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40 % d'apprenants dans les filières appuyées, augmentation durable de 60% de sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables. Dans cette même période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi le sortant(e)s a au moins doublé.
Outputs	Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.
	Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tiennent compte des besoins du marché de l'emploi et garantissent une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP.
	Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.
Année couverte par le rapport	Du 01/01/2021 au 31/12/2021

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le projet d'Appui à l'Enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga (EDUKAT) s'est toujours à la fois aligné aux priorités tant nationales que provinciales qui se traduisent aux termes du sixième programme de la SSEF 2016-2025 ainsi que de la SSPEF et PAAP du Haut-Katanga.

Au demeurant, depuis 2017, l'implantation (construction et organisation) ainsi que l'opérationnalisation du dispositif CdR/Haut-Katanga dans le processus de l'insertion socioprofessionnelle (emploi salarié et auto-emploi) est une des affirmations pertinentes de l'accompagnement de ces stratégies et plans d'action ; il en va de même de la politique d'intervention du programme qui répond favorablement non seulement aux aspirations récurrentes des employeurs, mais aussi aux problèmes réels et aux besoins spécifiques des bénéficiaires potentiels que sont les jeunes.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	A

De plein fouet, la pandémie de la COVID-19 a perturbé un certain nombre de choses avec des retombées directes sur le cours des activités, mais à la fin de la première

quinzaine de 2021, plusieurs établissements avaient rouvert leurs portes et le processus d'accompagnement des écoles affiliées au dispositif CdR a tout simplement continué son cours normal et dans des conditions sécuritaires strictes.

Le regain de cet engouement a fait que le programme EDUKAT qui, continue d'appuyer le CdR Haut-Katanga dans le cadre de l'exécution de la CS N°RDC1216911_CSUB_005, a planché sur un certain nombre d'activités et n'a ménagé aucun effort dans sa quête d'atteindre ses résultats. Cela vaut en particulier pour les MP qui ont été lancés les années précédentes notamment pour les équipements des CdA Vyombo Itima Kilima ainsi que ceux de l'école du Cinquanteaire de Kasenga.

Quant au processus d'accompagnement des lauréats, les résultats cumulés des enquêtes de monitoring et du CdR attestent que le programme émet et applique des stratégies permettant aux jeunes de trouver un travail décent et productif et les effets induits jouent un rôle incitateur dans l'environnement de la jeunesse. Le taux d'insertion all-in est actuellement évalué à 53.9%.

Ce taux d'insertion all-in sans cesse galopant à l'issue des enquêtes de monitoring traduit le fait qu'actuellement beaucoup de jeunes lauréats s'engagent dans les activités informelles et génératrices de revenus et cette courbe ne fait que s'accroître depuis l'opérationnalisation du CdR qui continue d'impulser l'écosystème formation-emploi.

Grâce aux activités diverses et variées mises en œuvre par le programme EDUKAT, l'attractivité du dispositif CdR n'est plus à redire et sa renommée ne fait plus aucun doute ; ce qui vraisemblablement agit également sur l'anticipation de la réactivité des jeunes face à leur besoin récurrent de recherche ou d'auto-emploi contrairement aux années précédentes.

Actuellement, près de 161 établissements se sont alignés et se sont ajoutés au lot des écoles affiliées au dispositif CdR en fin d'année 2021 et les demandes affluent.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	A

Depuis le début du programme EDUKAT, les actions et les dépenses ont toujours tendance à favoriser l'efficience des mécanismes dont les enjeux visent constamment à focaliser les dépenses au moindre coût tout en s'assurant de la qualité souhaitée, qu'il s'agisse de prestations de services ou de fourniture de biens matériels.

En 2021 l'implication des autres acteurs (telle que la FEC l'INPP, l'ONEM, la société civile) dans le volet C4D a contribué aussi à améliorer l'efficience du programme.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Après une démonstration expressive, fonctionnelle et stratégique du dispositif CdR ainsi que son rôle crucial comme plaque tournante en faveur de l'employabilité des jeunes dans ces deux Provinces où il est mis en œuvre, allouer du temps et des ressources pour aller à l'échelle afin d'en ériger deux, voire plusieurs modèles-types dans le pays devient le souhait le plus ardent de plus d'un quidam qui a eu à côtoyer ce programme, notamment ceux de la Province du Lualaba qui se portent aux prises d'une réplique d'un modèle similaire dans leur Province ; chose qui est déjà en cours d'être faite.

Jadis incompris, aujourd'hui concrétisé, le dispositif CdR a fait et continue à faire ses preuves dans l'écosystème formation-emploi, et sans nul doute parce que la complicité entre acteurs, bénéficiaires, partenaire de mise en œuvre et comité de pilotage sont parfaitement d'accord que la formation professionnelle et l'emploi sont des problématiques complexes qui requièrent un accompagnement dans la durée. Cela amène à se poser la question des limites de dispositifs de financement de courte durée, qui ne laissent pas toujours le temps de créer les conditions favorables à une pérennisation du dispositif.

Quant au fonctionnement du secteur public/privé au fonctionnement du CdR, il serait donc souhaitable en amont pour une durabilité certaine qu'au-delà de tout l'arsenal de formations modulaires constituées et de la prise en charge du personnel par les services attitrés, que les Gouvernements de deux Provinces concernés ainsi les entreprises locales publiques-privées qui collaborent avec le CdR et qui se chiffrent déjà à près de 68 actuellement, s'impliquent réellement à couvrir l'accompagnement du dispositif à sa phase post-projet.

En 2021 en dehors des salaires du personnel payé par le SECOPE (environ 28.000 \$ sur l'année), des recouvrements effectués dans les écoles qui ont été perçus (d'une valeur de 17.057.500 Francs Congolais équivalent à 8 528\$), le budget provincial nécessaire au CdR n'est toujours pas planifié.

Lorsque la question sera placée au cœur du débat sur la pérennisation des acquis après le départ d'Enabel, tous ces acteurs précités pourraient ainsi définir des enjeux communs tant humains, matériels que financiers en termes d'accès à la formation et à un emploi durable pour les jeunes.

1.1.5 Conclusions

Aujourd'hui, il est de notoriété qu'au bout de plus de huit ans de mise en œuvre, le Programme EDUKAT est vu comme une innovation avec deux importantes missions au cœur de son implémentation, notamment celles d'engager et d'accompagner les réformes dans le secteur de l'ETFP au travers notamment la mise en place et la matérialisation des dispositifs comme « Centre de Ressources », « Centre d'Application » « Ecoles Transformées » et « Insertion Socio Professionnelle », etc. qui

étaient il y a près de sept ans maintenant, pratiquement ignorés et inconnus du jargon local.

Nous retiendrons que l'année 2021, première expérience d'une exécution de la Convention de subsides par le CdR aura été essentiellement marquée par l'accélération du processus d'emploi salaire et entrepreneuriat.

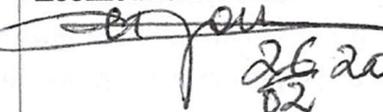
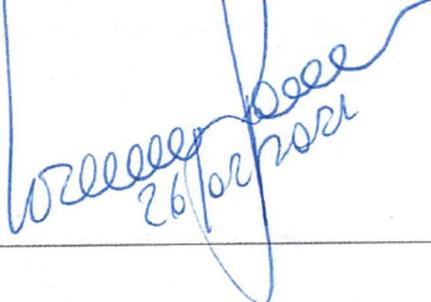
En outre, grâce à l'appui du programme, le processus d'insertion socioprofessionnelle des jeunes a intégré il y a une année de cela, une compétence en didactique professionnelle, et a formulé une méthodologie définie en matière d'ingénierie de formation pour optimiser son approche.

Par ailleurs, dans le but sans cesse d'insuffler une nouvelle dynamique en matière de formation professionnelle et technique pour mieux répondre aux besoins des entreprises et des employeurs le cinquième Salon des Métiers et de la Formation (SMF) a été organisé en collaboration avec la FEC et autres Ministères en charge de l'éducation de cinq Provinces concernées par cette activité qui booste l'employabilité, notamment, le Sud-Ubangi, la Tshopo, le Kasai Oriental, la Lualaba et le Haut-Katanga. Dix-neuf (19) métiers ont été mis en évidence, notamment la coiffure, la coupe et couture, la mécanique automobile, la menuiserie, la peinture, la pâtisserie, etc.

Notons que le SMF a connu la participation de 145 candidats dont 41 filles, un nombre qui continue de s'accroître vue la bonne presse.

Les gagnants de cette compétition ont constitué l'équipe qui va représenter la RDC en Namibie (9 Experts métiers et 9 lauréats sélectionnés parmi les meilleurs de cinq provinces).

En effet, ce « label » gage d'un meilleur matching offre-demande, est l'une des belles prouesses du programme orienté d'une part sur les métiers en tension (réponse aux besoins, respect des normes sociales) et d'autre part, de développer les échanges et les transferts de compétences, par des partenariats avec des entreprises, des établissements de formation et faciliter ainsi, en collaboration avec la FEC, une meilleure insertion professionnelle et un développement personnel des compétiteurs.

Fonctionnaire exécution nationale Léonie MUYOMBE  26/02/2022	Intervention Manager ENABEL Lorenzo GIACOMIN  26/02/2022
---	--

3 Suivi des résultats²

Le présent Rapport Résultats 2021 constitue le 9ème du genre et le dernier dans le cycle de vie du Programme (l'année prochaine, le programme aura à produire son rapport final).

Ainsi donc, la plupart des indicateurs de résultats étant déjà atteints, l'analyse pour 2021 sera principalement portée sur les progrès des indicateurs de l'objectif spécifique du programme.

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le concours de tous les acteurs a permis au programme de rester avant tout alignés sur des priorités inscrites dans les objectifs spécifiques et respecter les projections des engagements en gardant un climat de partenariat apaisé et transparent.

Pendant 2021 nous avons eu une relative stabilité à niveau des exécutifs National et Provincial (à niveau provincial on n'a pas eu de remaniement).

Au cours de la même année, on a eu à observer des changements au sein des services des administrations déconcentrées (changement des PROVED, des IPP et DP INPP).

On n'a pas eu donc des contraintes majeures qui ont empêché au Centre de Ressources de poursuivre le déploiement de ses actions dans la Province.

3.1.2 Contexte de gestion

L'équipe opérationnelle, sous la double commande d'un Intervention Manager et d'une co-responsable nationale détachée de l'éducation nationale, est restée organisée et proactive.

L'intérêt majeur du programme était de mettre en œuvre des activités concrètes avec un suivi très structuré, une implication des autorités provinciales des entreprises et de la société civile.

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Malgré les causes exogènes de la pandémie Covid-19 ayant parfois entraîné de retards dans les livrables des certains MP (RDC1216911-17-18-22), le Programme EDUKAT grâce à la Convention de Subsidés (CdS) conclue en 2020 avec le CdR a néanmoins continué à fructifier de multiples occasions de réaliser ses activités d'accompagnement à l'emploi et de renforcer l'appropriation collective du concept CdR.

Au cours de l'année 2021 nous avons eu à signer trois CdS avec 3 CdA (accompagnement des actions à l'emploi) et mettre en œuvre le contrat-cadre RDC121306-12/RR (préparation DAO pour construction Centre de Ressource à Kolwezi) on n'a pas eu des gros contrats (supérieure à 25.000 euros) qui ont été conclus.

² « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.
Rapport des résultats 2021 EDUKAT

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Il est à signaler que pendant 2021, le comité de pilotage EDUKAT a eu à siéger le mois de juillet à Kolwezi.

L'effet que le Programme reste ancré sur deux Provinces avec une unique Comité de Pilotage reste un défi majeur pour 2022 (malgré la stratégie de mise en œuvre pour le Programme EDUKAT dans l'implémentation du dispositif CdR est claire depuis 2018 les autorités Provincial ont des difficultés à s'en approprier).

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs³

Outcome ⁴ :					
Indicateurs/marqueurs de progrès ⁵	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année de rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Le degré d'accompagnement et d'insertion à l'emploi par années	21	215	317	317	-
Evolution du nombre d'élèves dans les filières des CdA, écoles transformées et écoles affiliées	2517	9234	13463	-	20% après 2 ans 40% après 4 ans
Nombre des bénéficiaires insérés all-in	Néant	128	284	-	

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

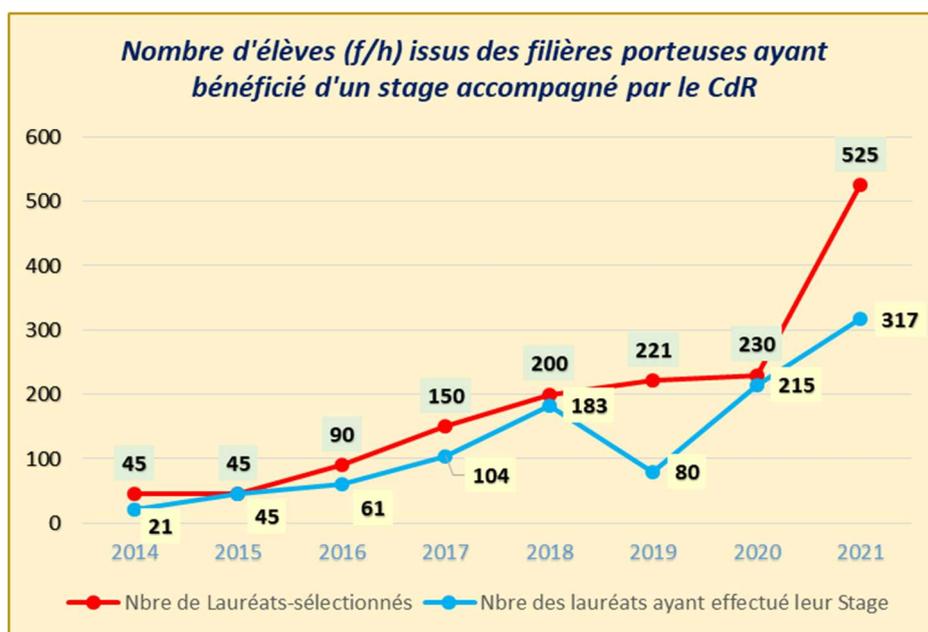
La tendance que traduit cette courbe illustre mieux que ce processus d'accompagnement à l'insertion et à l'emploi dégage une progression ASCENDANTE au gré des obstacles et des turpitudes.

En 2021, le CdR a sélectionné 525 Lauréats et 317 d'entre eux ont bénéficié d'un stage accompagné en entreprises offert par le Centre de Ressources Haut-Katanga et ses 68 entreprises partenaires.

D'année en année, l'accroissement est observable. Avec 32% de plus que l'année 2020, il sied de noter que les efforts fournis de communication ont propulsé le gros d'une grande visibilité depuis 2017. Ce qui a vraisemblablement mené son succès face à la forte équivoque formation-emploi.

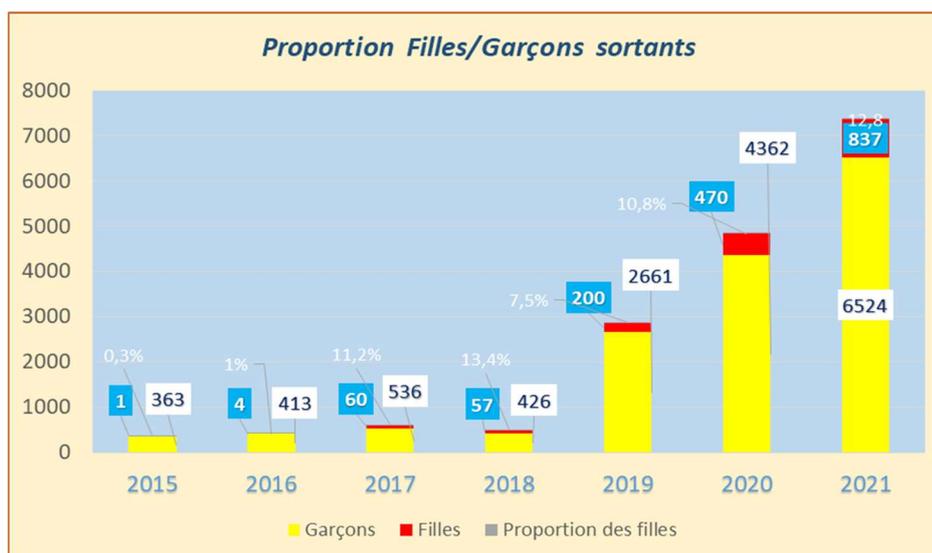
⁴ Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF).

⁵ Reprendre les indicateurs, tels qu'ils figurent dans le cadre logique (du DTF ou de la dernière version du cadre logique)



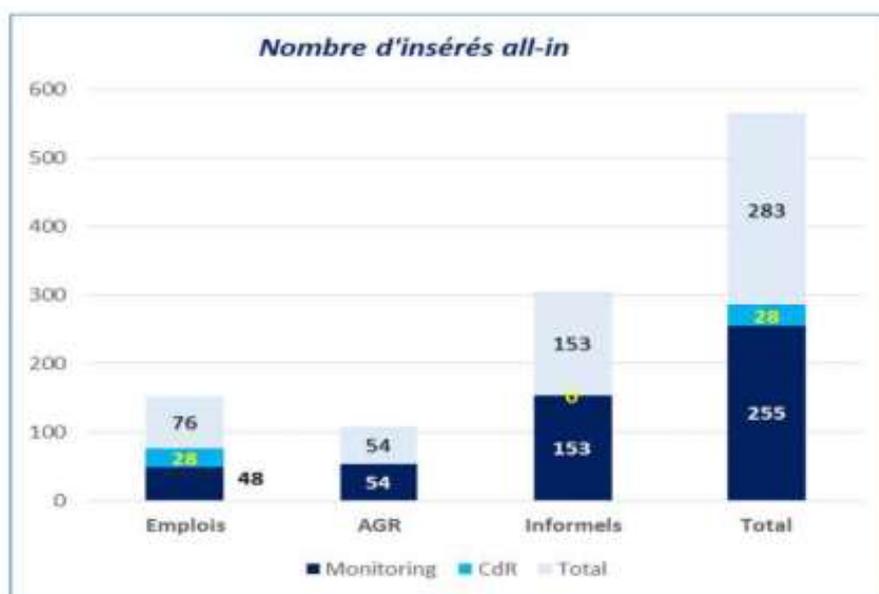
Avec l'essor des écoles affiliées, les effectifs des élèves dans les filières porteuses ne font qu'augmenter. Actuellement, 11345 élèves ont été dénombrés dans les écoles et centres de formation qui adhèrent au dispositif CdR.

Notons que ces effectifs ne sont pas figés et évoluent de manière significative et exponentielle puisque le SMF attire bien plus d'établissements qui présentent désormais un intérêt capital pour l'essor et le développement de l'enseignement technique tant à l'échelle provinciale que nationale⁶.



⁶ Le Salon a réuni en 2019, 44 exposants (écoles techniques, université, établissements publics, entreprises publiques, entreprises privées) et a accueilli plus de 5 000 visiteurs. Il a été organisé au cours de cette édition une compétition dans 19 métiers et 4 panels de conférence, Rapport narratif 4^{ème} Edition Salon des métiers, Rapport des résultats 2021 EDUKAT

Les effectifs des filles ont accru de 12,8% en 2021. L'on remarque que les filles augmentent dans filières porteuses presque chaque année. Cela est consécutif à la sensibilisation et à plus d'attraction pour certaines filières techniques.



Les « insérés all-in » sont tous ces jeunes lauréats naturellement accompagnés par le CdR et ceux évoluant dans les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) sous les effets induits de l'impulsion du CdR qui devront subir des formations accélérées vers l'auto-emploi.

Cette année, la proportion des insérés all-in est de 53,9% avec 283 insérés. Le CdR a enregistré 28 insérés en emploi salarié (juste après le période de stage professionnel) tandis que les données du monitoring sont chiffrées à 255 au total, comme l'illustre bien le tableau ci-dessous :

Nombre d'insérés all-in pour l'année 2021	Emplois salarié	AGR	Informels	Total	% insertion all-in
Monitoring	48	54	153	255	48,6
CdR	28	0	0	28	5,3
Total	76	54	153	283	53,9
Lauréats Sélectionnés	525				

3.3 Performance de l'output 1⁷



En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel).
Rapport des résultats 2021 EDUKAT

3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 :					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année de rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Evolution dans la construction du Centre de Ressources dans le Lualaba	x	0/14 phases	4/14 phases		14 Phases
Evolution dans la dotation en équipements dans l'école du Cinquantenaire à Kasenga et l'école transformée de Kilima	x	0/14 phases	12/14 phases		14 Phases
Evolution des travaux dans l'électrification de l'école du cinquantenaire de Kasenga	x	0/14 phases	13 phases (90%)		14 Phases
Nombre d'élèves qui participent à la formation pratique promue par le CdR Haut-Katanga	x	x	3105 (2682 G/483F)		80% des lauréats finalistes

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁸	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁹	En sérieux retard ¹⁰
Lancer le DAO pour la construction du Centre de Ressources à Kolwezi				
Finaliser l'installation dans la dotation en équipements dans l'école du Cinquantenaire à Kasenga et de l'école Transformée Institut Kilima				
Finaliser l'électrification de l'Ecole Cinquantenaire Kasenga				
Faire de la formation additionnelle pour les lauréats sortants (technique)				

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

L'analyse fonctionnelle et le cahier de charge pour l'organisation d'un Centre de Ressources dans la Province du Lualaba a été finalisé (le MP a été lancé en décembre 2021).

⁹ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

¹⁰ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Quant à la mise en œuvre des travaux d'électrification de l'école du cinquantenaire de Kasenga, la réalisation des travaux est à 100%.

Un lot important d'équipements destiné à l'Ecole du Cinquantenaire à Kasenga (Réf. MP RDC1216911-22) a déjà été acheminé et une partie d'équipements de l'Ecole Transformée Institut Kilima est stocké au Centre de Resource Haut-Katanga.

Les informations concernant les formations pratiques organisées au profit des élèves des écoles affiliées au Centre des Ressources traduisent le tableau selon lequel 3105 Candidats (dont 2682G/423F) de 135 écoles affiliées au CdR avec 1037 élèves (114F/4923G) en mécanique générale et 726 élèves (666G/60F) en électricité effectuées au CdR, et 325 autres candidats (225G/100F) ont participé aux séances pratiques d'informatique dispensées dans la salle multimédia.

3.4 Performance de l'output 2¹¹



3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 :					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année de rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre des entreprises formelles/informelles partenaires du CdR/Haut-Katanga et Lualaba	Néant	32	68	+20% Année-1	100% de 2020
Contribution du secteur public et privé aux coûts de fonctionnement du CdR/Haut-Katanga	Néant	3,297.6 USD (2731.18 Euros)	17.057.500 Francs Congolais , soit l'équivalent de 8528.75 Dollars Américains, des frais sur les recouvrements effectués dans les écoles.		600,000 Euros commutatifs sur les années de mise en œuvre

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹²	État d'avancement Les activités sont :
--	---

	En avance	Dans les délais	Retardées ¹³	En sérieux retard ¹⁴
Appuyer la collaboration avec le secteur privé le CdR Haut-Katanga, l'INPP, la FEC par la coanimation du site internet multi-acteurs SMF ;				
Accompagner le dialogue multi-acteurs (FEC, INPP, ONEM, CdR, entreprises secteur privé) par la réalisation de la cinquième Édition du SMF et l'organisation de la Compétition des Métiers ;				
Accompagner la FEC Haut-Katanga dans la mise en place de l'incubateur urbain (accueil des jeunes issus des activités d'incubation) ;				
Accompagner la mise en place des outils des gestions dans les CdA et Centres Affiliés ;				

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Bien que la collaboration multi-acteurs (entre CdR FEC ONEM INPP) s'accroisse (à travers le SMF et la Compétition de métiers) et que le budget de fonctionnement du CdR soit inscrit dans la chaîne de dépense publique Provinciale en 2021, la contribution gouvernementale et du secteur privé n'est toujours pas en phase avec les attentes.

En 2021, en plus des salaires des agents CdR, l'arrêté permettant de percevoir les frais des fonctionnements du CdR relatifs à la pratique professionnelle et accompagnement des lauréats a contribué au recouvrement des certaines dépenses pour les consommables des formations organisées au CdR.

Par contre, les démarches opérationnelles pour la mise en place d'un incubateur urbaine au sein de la FEC se sont poursuivies (la FEC est en train progressivement de rassembler les jeunes issus du processus SOPA et organiser la partie administrative pour la constitution du fond qui accueillera les remboursements de l'accompagnement non financière mise contrat location-vente).

En 2021 le volet amélioration de la gestion dans les CdA grâce à l'implémentation d'un progiciel de gestion a subi un léger retard à cause des difficultés rencontrées dans le paramétrage de l'outil au sein des écoles.

¹³ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁴ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3.5 Performance de l'output 3¹⁵



3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 :					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre des lauréats (f/h) issus des filières porteuses ayant bénéficié d'un stage professionnel par le CdR	21	230	317	+20% Année-1	+40% Année-2
Nombre des jeunes accompagnés dans le processus de l'auto-emploi	X	50	86	75	150
Nombre des lauréats (f/h) qui reçoivent au moins trois modules de formation courte durée grâce au dispositif CdR	X	1536	1146	+10% Année-1	+20% Année-2

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités ¹⁶	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹⁷	En sérieux retard ¹⁸
Accompagner le CdR Haut-Katanga et CdA ITIMA dans l'expérimentation d'un processus d'accompagnement à l'auto-emploi pour 75 jeunes (incubation) ;				
Appuyer les activités d'accompagnement à l'emploi, inscrites dans les Conventions de Subsidés des Centres d'Application Vyombo, ITIMA et Saint-François				
Accompagner 9 mentors et 9 jeunes dans le processus de coaching formation pratique en vue de la participation à WorldSkills Namibie 2022				
Accompagner 140 jeunes dans le processus de coaching formation pratique en vue de la participation à la Compétition des Métiers à l'occasion de la tenue du SMF 2021				
Accompagner la CdS avec HPP dans l'entrepreneuriat agricole au profit des lauréats issus de la filière agricole de l'école du Cinquantenaire de Kasenga				

¹⁷ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁸ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

En 2021, sur les 525 lauréats sélectionnés, 317 ont bénéficié d'un stage accompagné par le CdR et 1146 lauréats (toute l'année entière) ont complété au moins trois modules de courte durée pour être certifiés par le CdR.

Pour ce qui concerne le processus d'auto emploi, 86 jeunes ont été initiés à leur projet de TTPME à travers le processus SOPA et la Convention de Subside dans l'entrepreneuriat agricole, mise en œuvre par l'ONG HPP, a été signé et exécuté.

Un accent particulier a été placé sur le processus d'accompagnement (formation coaching voyage d'études en Belgique dans le cadre de Startech Days) des experts et compétiteurs (les 9 Léopards de Métiers) qui seront appelés à défendre les couleurs de la RDC dans le cadre de la première Edition de la Compétition WS Africa en Namibie.

4 Suivi budgétaire

Le taux d'exécution de l'intervention est de 87% (sur l'année 2021 on a exécuté 1 751 743,51 euros qui représentent le 120 % du budget planifié en Q1 2021).

Ce bon taux d'exécution est dû à une exécution linéaire des engagements pris dans les années précédentes et une accélération des décaissements des conventions des subsides.

L'efficacité du processus d'accompagnement à l'emploi salarié mise en œuvre dans le cadre de la Convention de Subside est meilleure de celui prévue.

En effet, le CdR est en train de prendre de l'ampleur et le stage professionnel offert en entreprises arrive à canaliser un nombre accru des jeunes.

En termes de modifications (significatives) apportées au budget de l'intervention, on peut signaler la réaffectation d'un montant à partir de Résultats B et C (environ 500.000 euros) vers le Résultat 1 afin de poursuivre les études et suivi des travaux de construction d'un Centre de Ressources à Kolwezi.

Cette réaffectation du budget permettra à Enabel d'exécuter l'ensemble d'études de faisabilité et les suivis des travaux de construction d'un Centre de Ressources.

Avec ce dernier aménagement, le Programme conclut définitivement sa période d'engagement (à fin 2021 le programme ne dispose plus des réserves budgétaires pour arriver à engager des dépenses autres que celles déjà contractualisées via les MP les CdS et les FA en cours).

	Budget	Dépenses/an jusqu'à 2021		Cumul Année couverte par le rapport (N)	Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année
Total :	14 700 000	2021	1 751 743,51	12 794 088,14	1 905 911,86	87,03%
	14 700 000	2020	1 527 054,93			

	11 700 000	2019	1 326 636,21			
	10 000 000	2018	1 826 556,21			
	10 000 000	2017	2 384 864,33			
Output 1 :	7 740 733	2021	846 719,99	6 348 518,88	1 392 213,80	82,01%
	7 247 790	2020	765 394,09			
	6 087 421	2019	501 690,74			
	5 460 821	2018	956 247,80			
	5 395 200	2017	1 569 123,60			
Output 2 :	1 172 064	2021	256 470,78	1 274 036,70	-101 972,65	108,70%
	1 541 856	2020	179 245,60			
	1 077 840	2019	177 360,15			
	736 100	2018	170 889,36			
	953 800	2017	150 968,89			
Output 3 :	1 328 678	2021	315 274,49	1 014 793,22	313 884,73	76,38%
	1 540 919	2020	100 126,07			
	737 800	2019	89 027,10			
	746 500	2018	224 005,92			
	897 000	2017	145 054,23			

5 Risques et problèmes

Compte tenu de la spécificité du programme et de la période de mise en œuvre qui s'approche de a fin, en 2021, l'analyse de risques pour l'intervention EDUKAT s'est beaucoup plus concentrée sur les risques de développement.

En effet, sans une implication accrue des parties prenantes principales (EPSP, FEC) et de l'impulsion de parties prenantes secondaires (sociétés civiles familles) l'appropriation du concept voire durabilité de l'approche CdR risque d'être mis en danger.

Au cours de l'année 2021 donc le volet C4D via le SMF et les campagnes de communication nous a permis de consolider les acquis d'appropriation en faisant en sorte que les entreprises partenaires aient augmenté significativement.

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Le comité de gestion et de parents n'arrive pas à changer la répartition des recettes (RH, maintenance équipements, consommables pour exercices pratiques) dans la gestion du budget des écoles.	01/04/2014	DEV	Faible	Haute	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Participation aux séances de session budgétaire des écoles (25) avec COPA et COGES avant la sortie de l'Arrêté Provincial portant fixation de frais scolaire. Participation aux séances de suivi trimestrielles (COPA COGES) sur la répartition de frais payés par les familles (projet d'établissement). Mise à disposition des outils de gestion afin d'améliorer la traçabilité de flux financier payée par les familles. Mise à contribution des outils de gestion dans la rédaction du Rapport Annuel des Préfets	KIYIMBI BWANA MOYA Francky	N/A	Systematisé dans le profil de fonction du Chargé de School Management du CdR Haut Katanga.	En cours

Identification des risques	Analyse des risques
----------------------------	---------------------

Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
La qualité des formations additionnelles et les stages en entreprise (organisé par le CdR) n'augmentent pas l'employabilité des lauréats.	19/04/2014	DEV	Moyen	Haute	Haute

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Le besoin en compétence additionnelle (suite au stage professionnel à l'entreprise) pour les lauréats est disponible. Un ATN Chargé de la Didactique Professionnelle sera affecté afin de transformer les besoins issus de bilans de stage en objectifs de formations.	GIACOMIN Lorenzo	31/12/2022	L'ATN est entré en fonction le 22/07/2020.	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		

Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Les budgets annuels votés à l'Assemblée provinciale ne sont pas exécutés par le Gouvernement Provincial	19/04/2014	DEV	Haute	Faible	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Appui par le Projet au Ministère provincial à toute démarche pouvant activer la chaîne de la dépense au niveau du gouvernorat.	Muyombe Leonie	21-12-2022	Le CdR Haut Katanga est inscrit dans la PAO pluriannuelle de la Province du Haut Katanga. Dans une manière permanente, on est présent aux séances d'arbitrage budgétaire Ministère Provincial Assemblée et EPST.	En cours

Identification des risques

Analyse des risques

Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Le nombre des lauréats insérés en emploi salarié et auto emploi n'augmente pas.	15/10/2019	DEV	Haute	Moyen	Haute

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Avoir deux ATN Auto Emploi dédiés au Résultat de l'Insertion Socio Professionnel	GIACOMIN Lorenzo	31/12/2022	Les deux ATN sont entrés en fonction. Un ATN est affecté à Kolwezi depuis le mois de novembre 2021.	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Disposer des kits dans le cadre du contrat location-vente à temps.	15/06/2021	OPS	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Pré-identifier les projets potentiels et organiser des achats pour chaque promotion à proposer (normalement 6 promotions de 25 porteurs projets par an 3 sur le Haut Katanga et 3 sur le Lualaba)	GIACOMIN Lorenzo	N/A	Le comité de délibération vient d'approuver les premiers 14 projets d'auto emploi.	En cours
Augmentation des prix entre le moment de la définition du business plan et la validation du projet	GIACOMIN Lorenzo	31-12-2022	Revoir le business plan avec la FEC avant de signer le contrat de location-vente	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
S'assurer que la remise des kits auto emploi puisse se faire en bonne de forme avec une structure faitière du projet (incubateur).	15/06/2021	REP	Faible	Haute	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Accompagner la création d'un incubateur au sein de la FEC	GIACOMIN Lorenzo	30/04/2022	La FEC a accepté de créer l'incubateur. Afin de gérer les fonds générés par les remboursements du contrat de location-vente les modalités de gestion d'un éventuel compte sont en train d'être débattues entre FEC et EDUKAT.	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Marge financière limitée pour intégrer les activités de l'SMF 2022 et autres engagements.	15/06/2021	FIN	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut

Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Voir comment arriver à organiser le SMF sur des budgets autres que celles de la Province du Haut Katanga et Lualaba.	HERMOUET Murielle	N/A		En cours
Trouver des lignes de financement autres pour un avenant voire autre CdS à faire avec le CdR	HERMOUET Murielle	30/06/2022	Le nombre de bénéficiaires accompagné en stage professionnel en entreprise augment	En cours

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

En 2021, le programme EDUKAT a collaboré avec le Programme PRECOB dans la définition d'un Parcours d'Acquisition des Compétences qui a concerné le renforcement des 9 experts nationaux et 9 compétiteurs RDCSkills qui seront appelés à concourir dans le cadre de la Compétition Africaine WSI (en phase avec ce même objectif, nous avons eu aussi à contribuer à la réalisation d'un Accord Spécifique de Coopération avec World Skills Belgium).

Enfin, nous avons eu à faciliter des collaborations entre le VET Tool box et la FEC dans le cadre d'un accord spécifique de coopération signé avec le FOREM (accompagnement de la mise en place d'une gestion multi acteurs et d'un observatoire des métiers au niveau de la Province du Haut Katanga).

6.2 Avec les projets pour tiers

- Néant

6.3 Autres synergies et complémentarités

Les ressources RH et les biens immobilisés partagés entre le projet EDUKAT et PRELUB sont une formule qui fonctionne très bien et peut servir comme une référence pour la formulation de nouveaux programmes.

Les stages professionnels des lauréats du CdR, exécutés dans le cadre du chantier-école organisé avec la SNEL pour les raccordements basse-tension et installations de compteurs à prépaiement des ménages dans la cité Karavia, donnent des avantages aux 2 projets (une formation qualifiante qui est directement disponible dans un domaine spécifique d'une autre intervention).

Avec la GIZ, nous avons eu à organiser plusieurs cohortes de formations (en partenariat avec le CdR Haut-Katanga et la FEC) autour de l'entrepreneuriat et l'éducation financière.

Notre partenaire Centre de Ressources a eu également à collaborer avec le CIDE qui a eu à l'appuyer à travers des formations modulaires en engins lourds et électroniques.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

En cette période où sévit la pandémie de la COVID-19, de nombreuses actions de sensibilisation et supports ludiques et pédagogiques ont été développées par le programme pour faire en sorte d'accompagner les jeunes lauréats à une meilleure compréhension de la thématique.

Grâce aux modules de formation déjà disponible au niveau du CdR, au contenu repris dans les bibliothèques numériques, les jeunes qui ont eu à passer par le CdR et les CdA ont été sensibilisés.

7.2 Genre

Les données du monitoring 2021 nous montrent qu'il y a une augmentation de filles sortant (environ 30% en plus qu'en 2020).

Environ 3% des 525 lauréats accompagnés en 2021 par le CdR sont des filles (sur la proportion des insérés all-in qui est de 53,9% de l'année les filles représentent 2%).

7.3 Digitalisation

C'est en vue de répondre à ce défi que le Programme EDUKAT a développé en 2021 (avec son expert en didactique professionnelle) la stratégie de la triple concordance (améliorer la qualité des apprentissages et asseoir les acquis des apprenants. En outre, elle redynamiser le processus enseignement-apprentissage en le concordant au système innovant d'évaluation émergent des compétences de vie courante escomptées au moyen de matériaux pédagogiques de base : programme national d'enseignement-ressources pédagogiques, matérielles et numériques-système appréciatif des acquis).

Afin de mettre en œuvre cette stratégie digitale, le programme EDUKAT à continuer à faciliter les partenariats avec des organismes comme Close-the-gap, ST-Fondation et Bibliothèque Sans Frontières ; et procède ainsi à l'utilisation des outils tels que Moodle et RDC Skills.

L'année 2021 a été marquée aussi par l'opérationnalisation des bibliothèques numériques au sein du réseau des 4 salles multimédias du CdR Haut Katanga. Les centres d'application et le CdR ont, par ricochet, subi une profonde analyse fonctionnelle avec un regard sur des possibilités à utiliser et intégrer efficacement la stratégie digitale aux pratiques pédagogiques bien identifiées. La démarche a foncièrement débouché sur l'élaboration des plans respectifs d'amélioration et d'un agir avec le numérique. Bien que le processus visant à arriver jusqu'à une telle intention louable, formulée pour faire rayonner les centres appuyés, le retour perçu sur l'utilisation des Kit IDC par les enseignants et les apprenants, fait étant de plus de 600 manipulations récursives rien qu'entre septembre et décembre 2021.

7.4 Emplois décents

Le programme a créé un élan vers un système de Formation Technique et Professionnelle de qualité, entraînant une augmentation significative du nombre de jeunes, hommes et femmes, disposant des compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi et/ou au développement de projets entrepreneuriaux.

Au cours de l'année 2021, tous les barèmes liés à des prestations dans le cadre d'un stage professionnel chantier-école (mise en œuvre à travers des CdS voir en régie) ont été ramenés aux valeurs du SMIG. En plus d'une assurance risque/maladie, l'ensemble des lauréats qui participent au processus d'accompagnement impulsé par le programme ont leur salaire minimal garanti pendant les périodes qu'ils présentent.

8 Leçons apprises

Les leçons tirées de la mise en œuvre des projets initiés par le Programme sont essentiellement relatives aux divers produits et effets induits qui ont été enregistrés comme « à succès » au cours de la période 2021, à savoir :

8.1 Les succès

- L'appropriation et l'engagement progressif, de toutes les parties prenantes au tour de la marque SMF et de l'approche compétition des métiers (l'organisation de la cinquième édition du SMF a été une réussite) ;
- L'implication accrue du secteur privé et de la société civile des jeunes au côté du CdR ;
- Le rapprochement du secteur de l'emploi (INPP, ONEM, Société Civile) à l'écosystème de l'enseignement ;

8.2 Les défis

Au cours de l'année 2021, on a rencontré plusieurs difficultés notamment :

- Les activités ont souvent été perturbées à cause de la crise sanitaire (plusieurs personnels positifs au COVID et en télétravail) ;
- L'organisation de SMF et de la compétition de métiers a représenté en soi un grand défi ;
- Le volume des activités très intense avec des échéances très serrées (formulation de la stratégie du nouveau portefeuille) ;

Les difficultés nous ont permis de tirer certaines leçons :

- Le télétravail a démontré son efficacité ;
- Le partenariat Multi acteurs sur ce qu'on a su constituer (vision commune de la problématique de l'emploi pour les jeunes) est gage d'efficacité et d'efficience ;
- L'équipe provinciale d'Enabel est bien rodée et prête à de nouveaux défis ;

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Le plan financier du portefeuille projets du programme EDUKAT inscrit sur UBW (passation des MP CdS activités en régie) est resté réaliste grâce à un système de planification qui a tenu compte :

- De la Théorie de changement du Programme ;
- Des objectifs en termes de contribution personnelle de l'expertise déployée dans les actions projets ;
- Du développement des compétences du personnel impliqué dans la mise en œuvre ;

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Description de l'enseignement tiré.	<i>Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (intervention, portefeuille pays, Représentation, départements de Enabel Bruxelles, pays partenaire, Belgique...).</i>

Résilience de notre équipe et nos partenaires (rester engagé et à côté de nos partenaires c'est un atout de notre agence) ;	Belgique
La méthode de planification au sein de notre équipe est la colonne vertébrale de notre programme ;	RR

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Afin de consolider le positionnement d'Enabel sur le volet formation emploi dans la Province du Lualaba il était décidé de revoir à la hausse les ambitions d'un futur positionnement dans la Province (dans le nouveau Portefeuille).

Pour cette raison, le résultat 1 du programme EDUKAT a été renforcé moyennant de l'affectation budgétaire en provenance des autres deux résultats afin de prendre en charge les études de faisabilité et le suivi des travaux qui serviront à la réalisation d'un Centre de Ressource dans le Lualaba.

Un positionnement plus conséquent sur le Lualaba nous permettra d'augmenter considérablement les nombres des bénéficiaires accompagnés vers l'emploi (salarié et auto emploi) et de nous positionner comme acteur clé dans ce domaine d'activités stratégique.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre					
Décision à prendre		Période d'identification		Source	
La SMCL demande au PROVED du Haut Katanga de s'assurer que l'affectation des agents au CdR (conformément au cadre organique repris dans l'Arrêté) puisse se conclure avant la mise en œuvre de la phase II du Programme EDUKAT ;		07/07/2021		Comité de pilotage	
Action			Suivi		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut	
Accompagner le CdR dans la définition des architectures de fonctions de leur personnel	GIACOMIN Lorenzo	N/A		En cours	

Décision à prendre					
Décision à prendre		Période d'identification		Source	
Les membres de la SMCL recommandent au Ministère Provincial de l'Enseignement du Haut-Katanga d'introduire dans la chaîne des dépenses publiques Provinciales les fonds destinés au Centre de Ressources;		07/07/2021		Comité de pilotage	
Action			Suivi		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut	
Participer aux séances d'arbitrage budgétaire provincial	Muyombe Leonie	N/A		Accompli	

Décision à prendre					
Décision à prendre		Période d'identification		Source	
Les membres de la SMCL recommandent que le commissariat provincial de l'entrepreneuriat Lualaba soit impliqué comme partie prenante du processus SOPA étant donné que celui-ci a été mis en place par le gouvernement provincial pour promouvoir l'entrepreneuriat ;		07/07/2021		Comité de pilotage	
Action				Suivi	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut	
Associer comme acteur de la taskforce SOPA le commissariat provincial de l'entrepreneuriat Lualaba	Héritier KITUMAINI	N/A		En cours	

Décision à prendre					
Décision à prendre		Période d'identification		Source	
Les membres de la SMCL recommandent à l'UCOP de tout faire pour produire un avant-projet sommaire de la variante maximaliste souhaitée par le Ministère Provincial en intégrant les besoins en locaux en provenance de services techniques de l'EPSP et des besoins identifiés par la FEC Lualaba		07/07/2021		Comité de pilotage	
Action				Suivi	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut	
Mobiliser le contrat-cadre pour la définition d'un APS	Giacomin Lorenzo	30/11/2021	L'APS a été transféré au Ministère Provincial mais on n'a pas encore eu une suite sur la décision de la Province	Accompli	

Décision à prendre				
Décision à prendre		Période d'identification		Source
Les membres de la SMCL recommandent au Directeur du SG de travailler en collaboration avec les services déconcentrés EPSP-FEC Haut Katanga et Lualaba dans la rédaction d'un brouillon d'Arrêté et de ROI ;		07/07/2021		Comité de pilotage
Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Produire un draft d'actualisation de l'Arrêté portant création du CdR	Muyombe Leonie	N/A	Le Directeur en charge du dossier a été muté à autre fonction	En cours

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Le programme tend vers sa fin il n'y a pas des réorientations stratégiques envisagées pour 2022.

Pour 2022, le volet C4D continuera à être une activité prépondérante (avec un accent particulier sur le genre) en appui aux livrables matériels mis à disposition du programme sur ses 9 ans de mise en œuvre.

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Description des recommandations	L'acteur responsable de la (dés)approbation de la recommandation	p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année suivant celle du rapportage
Renforcer le volet C4D (succès story, emploi salarié et auto emploi créés, etc.) au tour des acteurs clés de l'écosystème du programme et du genre (discrimination positive vers le genre).	FEC, CINOLU, EPSP, ITOT Africa, AKILI etc.	Toute l'année

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinente par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinente par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérent ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
X	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
	X			
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
X	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.		
X	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.		

	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
X	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Objectif général / Objectifs spécifiques					
<p>OG : Dans le bassin d'emploi autour de l'axe Mutshatsha – Lubudi – Kolwezi - Likasi-Lubumbashi - Sakania, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré et une offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et des organisations en charge de l'enseignement.</p> <p>OS : Entre 2013 et 2018, les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40 % d'apprenants dans les filières appuyées et il y a également une augmentation durable de 60% de sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables. Dans cette même période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi les sortant(e)s a au moins doublée.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'effectif total annuel des apprenants pour toute la période de programmation, en ce y compris les jeunes filles et les filières appuyées (pour désagrégation) ; • Le nombre d'apprenants annuel accompagnés vers l'insertion professionnelle, en ce y compris les jeunes filles (pour désagrégation) ; • Le nombre de bénéficiaires insérés all in, en ce y compris les jeunes filles (pour désagrégation) ; 					
Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2018	Cible finale 2022	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
Résultat A : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.					· La création de nouveaux emplois se poursuit, surtout pour des emplois techniques et professionnels.
SR1.1 Etablir les deux Centres de Ressources à Lubumbashi et à Kolwezi	RDC 1216911-Evolution dans la construction du Centre de Ressources		Un CdR réhabilité/construit et organisée dans un Centre d'Application	EDUKAT (cf. liste de phase d'exécution et rapport de chantier)	
SR1.2 Etablir les Espaces de Ressources (3 ou 4)					
SR1.3 Développer une stratégie d'appui différencié en faveur des centres ETFP (plusieurs cercles d'appui)					

SR1.4 Mettre à disposition des utilisateurs du système local ETFP des espaces équipées pour la pratique d'un ou de plusieurs domaines techniques	RDC 1216911-Evolution de la dotation en équipements du Centre de Ressources Centre d'Application et Ecole Transformé			EDUKAT (cf. liste de phase d'exécution et PV de réception)	
SR1.5 Organiser la formation pratique des élèves et apprenants des écoles techniques et centres de formation affiliés					
SR1.6 Organiser la formation technique des formateurs enseignants des établissements ETFP (institutions hôtes, centres affiliés + éventuellement 3ième cercle)	RDC 1216911 -Nombre des d'élèves (f/g) qui participent à la formation pratique dans les CdR		800 élèves supplémentaires	Kata@cel	Les opérateurs économiques, surtout les responsables de ressources humaines visitent régulièrement les écoles techniques et centres de formation.
SR1.7 Réhabiliter les infrastructures des centres ETFP sélectionnés et affiliés	RDC 1216911 -Evolution de réhabilitation des Ecole Transformée.		1 école Transformée	EDUKAT (cf. liste de phase d'exécution et rapport de chantier)	
SR1.8 Sensibilisation (filles et garçons)					
Résultat B : Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte ces besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP.	RDC1216911- Nombre des entreprises formel/informel partenaire du CdR Haut Katanga et Lualaba	20	40		· Participation active des « stakeholders » : organisations du secteur économique (FEC, COPEMECO)
SR2.1 Appuyer la coordination et concertation des acteurs impliqués dans l'ETFP au niveau provincial et local					· Communication souple entre les Ministres provinciaux et les chefs des divisions provinciales des secteurs EPST, AS, JS, ETPS, ESU et Santé
SR2.2 Appuyer la mise en place d'un plan ETFP et d'un plan d'insertion professionnelle au niveau provincial.	RDC 1216911 - Contribution du secteur public et privé aux coûts	110.000\$ sur 4 ans d'exécution du projet	150.000\$ pour 3 ans programme de	Comptabilité CdR Haut Katanga et Lualaba	· Les dirigeants des établissements ETFP sont disposés d'adapter le mode de gestion

	de fonctionnement du CdR Haut-Katanga	pour CdR Haut Katanga et Lualaba	transition pour CdR Haut Katanga 50.000\$ pour 3 ans programme de transition pour CdR Lualaba		institutionnelle aux nouveaux défis et aux nouvelles opportunités"
SR2.3 Appuyer l'articulation de l'offre avec la demande en main d'œuvre qualifiée au niveau provincial et local					
SR2.4 Appuyer la bonne gestion des CdR-EDR et des écoles et centres					
SR2.5 Appuyer la mise en place d'un programme de renforcement des capacités au niveau provincial et local (acteurs impliqués)					
Résultat C : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle	RDC 1216911 -Nombres des lauréats qui reçoivent au moins trois modules de formation courte durée dans le CdR	751	500 lauréats supplémentaires	KATACELL Etude d'un échantillon des élèves (EDUKAT)	
SR3.1 Accompagner les établissements affiliés pour assurer une meilleure adéquation des écoles et centres au marché de l'emploi	RDC1216911 - Nombre de lauréats (f/h) issus des filières porteuses ayant bénéficié d'un stage accompagné par le CdR	478	400 lauréats supplémentaires		· Disposition des chefs d'établissement ETFP à se lancer dans la voie des stages et de l'insertion
SR3.2 Accompagnement à la recherche d'emploi					
SR3.3 Organisation de formations pointues (courte durée) pour les sortants et les employés des entreprises (formelles et informelles)					· Des organisations et des professionnels individuels ayant une expérience professionnelle dans l'accompagnement à insertion socioprofessionnelle accumulent leurs

					compétences et deviennent des partenaires prestataires de services fiables.
SR3.4 Développer un programme d'appui local aux initiatives innovantes en ETEP, avec un focus sur l'environnement et le genre					

10.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Une nouvelle matrice de monitoring a été introduit avec le DTF additionnelle
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	L'indicateurs sectoriels reprise dans le rapport résultat 2018 vaux de Baseline
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	16/12/2016
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	30/08/2018 avec prolongation, une ETR prévue en Q3 2022
Missions de backstopping depuis le 01/01/2020	1 de l'ECT 1 de SC

10.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Row Labels	Initial Budget	Total Budget	Actuals	Available
RDC1216911_A010100	10 000,00	11 935,37	11 680,18	255,19
RDC1216911_A010200	64 000,00	53 029,90	53 029,90	0,00
RDC1216911_A010300	687 000,00	1 267 596,80	786 546,67	481 050,13
RDC1216911_A010301	0,00	0,00	0,00	0,00
RDC1216911_A010302	0,00	0,00	35,82	-35,82
RDC1216911_A010303	0,00	0,00	0,00	-1 000 000,00
RDC1216911_A010304	0,00	0,00	19 011,99	-19 011,99
RDC1216911_A010306	0,00	0,00	88 862,02	-146 412,02
RDC1216911_A010400	562 621,00	517 092,46	382 873,89	134 218,57
RDC1216911_A010401	0,00	0,00	923,79	-923,79
RDC1216911_A010500	249 600,00	201 158,67	111 252,89	89 905,78
RDC1216911_A010600	237 000,00	663 562,56	544 006,31	-39 823,75
RDC1216911_A010601	0,00	0,00	27,51	-27,51
RDC1216911_A020100	5 000,00	16 062,48	7 562,48	8 500,00
RDC1216911_A020200	1 285 000,00	1 305 126,25	1 307 583,70	-2 457,45
RDC1216911_A020300	738 500,00	706 772,41	706 772,41	-0,00
RDC1216911_A020400	35 900,00	25 153,91	25 153,91	0,00
RDC1216911_A020500	77 400,00	45 504,26	47 827,72	-2 323,46
RDC1216911_A030100	12 500,00	0,00	-2 316,48	2 316,48
RDC1216911_A040100	28 800,00	89 199,41	84 866,47	4 332,94
RDC1216911_A040200	290 000,00	850 396,26	765 267,53	-386 900,83
RDC1216911_A040203	0,00	0,00	26,13	-26,13
RDC1216911_A050100	209 600,00	98 858,96	98 413,13	445,83

RDC1216911_A050200	140 000,00	179 332,34	179 332,18	0,16
RDC1216911_A060100	88 150,00	200 972,53	159 266,94	41 705,59
RDC1216911_A070100	679 750,00	958 006,26	878 626,68	79 379,58
RDC1216911_A080100	60 000,00	58 028,73	91 885,11	-51 769,54
RDC1216911_B010100	57 000,00	52 795,90	41 532,58	11 263,32
RDC1216911_B010200	46 000,00	61 355,86	51 878,87	9 476,99
RDC1216911_B010300	10 000,00	51 695,37	36 194,94	15 500,43
RDC1216911_B020100	25 000,00	49 287,01	24 295,67	24 991,34
RDC1216911_B020200	1 000,00	12 754,21	918,07	11 836,14
RDC1216911_B030100	87 000,00	283 600,53	248 216,27	35 384,26
RDC1216911_B030101	0,00	0,00	78,12	-78,12
RDC1216911_B030200	32 000,00	458 777,03	297 684,70	159 744,42
RDC1216911_B030202	0,00	0,00	48 617,01	-89 532,30
RDC1216911_B040100	12 500,00	3 240,70	3 240,70	0,00
RDC1216911_B040200	189 300,00	182 293,77	160 520,62	21 773,15
RDC1216911_B040201	0,00	0,00	4 572,73	-4 572,73
RDC1216911_B040300	45 200,00	57 145,84	54 908,64	2 237,20
RDC1216911_B050100	6 000,00	9 736,93	10 564,31	-827,38
RDC1216911_B050200	176 500,00	196 149,43	187 806,71	8 342,72
RDC1216911_B050300	48 600,00	123 023,71	103 006,79	20 016,92
RDC1216911_B050400	0,00	-0,12	-0,03	-0,09
RDC1216911_C010100	40 000,00	41 188,67	41 188,67	-0,00
RDC1216911_C010200	150 300,00	195 713,08	174 518,08	21 195,00
RDC1216911_C010300	33 450,00	428 054,52	94 214,36	305 703,72
RDC1216911_C010304	0,00	0,00	14 899,14	-14 899,14
RDC1216911_C010305	0,00	0,00	20 230,50	-20 230,50
RDC1216911_C010306	0,00	0,00	136,33	-136,33
RDC1216911_C010400	31 350,00	147 835,17	67 740,13	36 657,73
RDC1216911_C020100	35 900,00	36 942,21	29 557,45	7 384,76
RDC1216911_C020200	62 000,00	88 001,84	59 508,28	28 493,56
RDC1216911_C030100	153 000,00	201 150,31	228 805,34	-52 824,51
RDC1216911_C030200	22 000,00	21 058,09	21 058,09	0,00
RDC1216911_C040100	118 500,00	280 891,07	193 403,63	16 750,81
RDC1216911_C040101	0,00	0,00	4 572,72	-4 572,72
RDC1216911_C040200	100 000,00	100 083,99	64 960,50	35 123,49
RDC1216911_Z010100	1 519 250,00	2 031 347,78	1 945 911,82	85 435,96
RDC1216911_Z010200	776 750,00	1 105 948,23	1 137 748,75	-34 847,31
RDC1216911_Z020100	103 000,00	98 858,77	100 082,96	-1 224,19
RDC1216911_Z020200	79 000,00	84 305,08	87 638,86	-3 333,78
RDC1216911_Z020300	19 000,00	65 852,33	49 004,88	16 847,45
RDC1216911_Z030100	49 000,00	90 987,07	57 195,69	33 791,38
RDC1216911_Z030200	94 000,00	158 000,94	129 170,63	28 494,27
RDC1216911_Z030300	81 000,00	145 887,21	143 854,61	-10 303,47
RDC1216911_Z030400	27 000,00	70 900,88	45 204,22	25 696,66
RDC1216911_Z030500	70 579,00	97 458,61	105 548,50	-8 089,89
RDC1216911_Z030501	0,00	0,00	24,22	-24,22
RDC1216911_Z040100	80 000,00	191 733,16	157 614,90	34 118,26
RDC1216911_Z040200	128 000,00	172 881,72	155 097,40	17 784,32
RDC1216911_Z040300	30 000,00	51 810,23	25 834,95	25 975,28

RDC1216911_Z999800	0,00	3 463,31	16 806,95	-13 343,64
Grand Total	10 000 000,00	14 700 000,00	12 794 088,14	-26 422,82

10.5 Ressources en termes de communication

Le programme a mis en place un grand plan de communication/sensibilisation C4D en 2021 grâce à l'apport de la FEC dans la définition de son stratégie (acquis de la CdS).

Différentes actions en collaboration avec l'EPST la FEC et les acteurs de la sociétés civile (ITOT Africa, CINOLU, Akili) ont été menée afin de faire comprendre au grand public la nécessité de l'implication de chaque citoyen dans l'enseignement technique formation professionnelle.

- Matériels de promotion en occasion de l'SMF ;
- Plusieurs story telling;
- Réseaux sociaux;